

« LA RÉVOLUTION DES ROSES »

Les dessous du coup d'État en Géorgie



Présenté comme un mouvement spontané et non violent, le soulèvement qui a forcé Edouard Chevardnadze à renoncer à la présidence de la Géorgie est en réalité le fruit d'une patiente manipulation. Enjeu stratégique et pétrolier entre le Fédération de Russie et les États-Unis, la Géorgie est devenue un champ clos d'affrontement des grandes puissances. La colère populaire, habilement déclenchée par l'Institut démocratique de Madeleine Albright et structurée par des associations de jeunesse financées par George Soros, a permis à la CIA de placer ses hommes au pouvoir à Tbilissi.

page 2

Les États-Unis face aux démocraties qui les réprouvent

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'ancien sous-secrétaire d'État David Newsom s'interroge sur la prétendue volonté des États-Unis d'exporter la démocratie. On ne cesse de souhaiter l'installation de régimes démocratiques dans les pays arabes, mais les accepterait-on s'ils s'opposaient à la politique états-unienne ? À voir la manière dont l'Allemagne, la France et la Turquie sont traitées pour avoir refusé de participer à l'attaque contre l'Irak, il y a de quoi en douter.

page 9

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ L'Arabie saoudite met en garde contre une partition « ethnique » de l'Irak, tandis que des affrontements ont lieu à Kirkourk

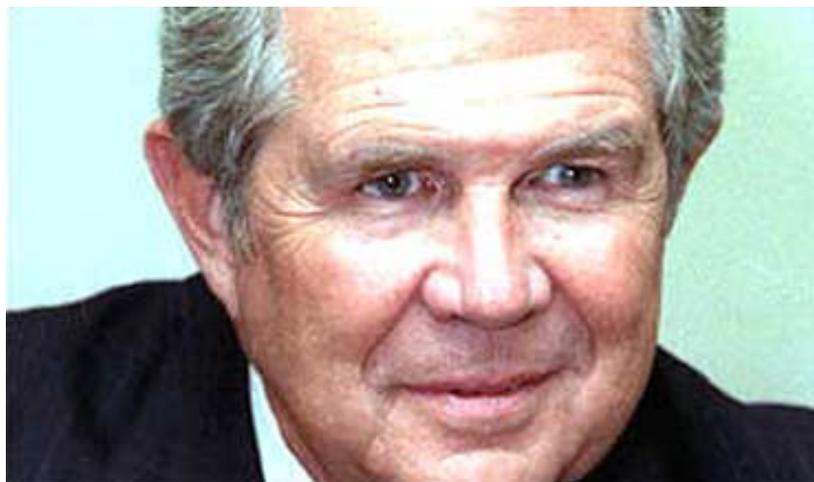
■ La Syrie et la Turquie ne veulent pas d'une partition de l'Irak

■ Israël pense bénéficier du rapprochement entre l'Égypte et l'Iran

■ L'Arabie saoudite souhaite créer un think-tank pour promouvoir le développement régional

■ L'Iran multiplie les contacts diplomatiques pour réintégrer la communauté internationale

page 17



SELON DIEU, BUSH GAGNERA L'ÉLECTION EN 2004

Depuis plusieurs mois, le révérend Pat Robertson, prieait durant de longues journées pour les États-Unis. Cette semaine, l'évangéliste propriétaire de The Family Channel et ancien président de la Christian Coalition faisait connaître au monde ses prophéties sur George W. Bush. « J'entends Dieu me dire que l'élection en 2004 sera une explosion ». « George Bush gagnera facilement ». « Dieu l'a béni. Je veux dire qu'il peut commettre de terribles erreurs et s'en sortir. Peu importe ce qu'il fait, bien ou mal, Dieu le soutient car c'est un homme pieux et Dieu le bénit. »

« La révolution des roses »

Les dessous du coup d'État en Géorgie

Présenté comme un mouvement spontané et non violent, le soulèvement qui a forcé Edouard Chevardnadze à renoncer à la présidence de la Géorgie est en réalité le fruit d'une patiente manipulation. Enjeu stratégique et pétrolier entre le Fédération de Russie et les États-Unis, la Géorgie est devenue un champ clos d'affrontement des grandes puissances. La colère populaire, habilement déclenchée par l'Institut démocratique de Madeleine Albright et structurée par des associations de jeunes financées par George Soros, a permis à la CIA de placer ses hommes au pouvoir à Tbilissi.



Dirigée depuis 1991 par l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Edouard Chevardnadze, la Géorgie vient de connaître une révolution pacifique. Celui que l'on appelait le « Renard blanc » a été chassé par son peuple, lassé d'une corruption omniprésente et d'une fragilité économique persistante, qui contestait la régularité des élections qui se sont tenues en novembre 2003. Ce mouvement spontané, joliment comparée à la « révolution des œillets » portugaises qui avait vu le peuple renverser sans violence le régime post-salazariste de Marcelo Caetano, s'est vue affublée du titre de « révolution des roses », dont on imagine sans peine qu'elle ouvre la voie à un nouveau régime démocratique et porteur d'espoir.

Ce serait là se laisser un peu trop aisément abuser par la formidable propagande qu'a nécessitée ce coup d'État fomenté depuis l'étranger et planifié de longue date. Car la Géorgie n'est pas un pays sans enjeux internationaux. Son importance est même cruciale dans l'échiquier régional. Son territoire s'étend en effet au sud de la Caspienne, aux frontières de la Turquie, de la Russie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Cette position centrale lui vaut de se trouver régulièrement au cœur d'une zone de fortes turbulences depuis l'éclatement de l'URSS en 1991. Au cœur surtout de la formidable guerre des oléoducs que se livrent les États-Unis et la Fédération de Russie dans cette région.

La Géorgie au cœur du « Grand jeu »

Les hostilités se sont ouvertes le 17 avril 1999, avec l'ouverture de l'oléoduc reliant Bakou (Azerbaïdjan) au port de Soupsa (Géorgie) sur la mer Noire. Ce projet, financé par Washington, met fin à l'hégémonie russe sur l'exportation des hydrocarbures de la Caspienne. La même année, la Géorgie s'aligne sur l'Ukraine et l'Azerbaïdjan et s'éloigne de la Russie. Elle dénonce le traité de défense collective des frontières de la Communauté des États indépendants (CEI) et le traité de sécurité collective de Tachkent. À ce système diplomatique d'alliances organisé autour de la Russie, la Géorgie préfère désormais l'OTAN et sa direction états-unienne. Cette démarche contraint le président Eltsine à signer en novembre 1999, lors du sommet de l'OSCE à Istanbul, un accord de démantèlement de deux des quatre bases russes en Géorgie, démantèlement qui sera effectivement entamé en 2000 en dépit des réticences de l'état-major russe.

La décision géorgienne de se ranger clairement du côté états-unien, dans une période où sa position stratégique devient fondamentale, correspond à une tendance repérable dans l'ensemble des pays du sud Caucase. Depuis l'effondrement de l'URSS, les États-Unis ont en effet remplacé dans cette région leur doctrine de « *containment* » par une stratégie de « *rollback* » - c'est-à-dire de forcer un reflux des positions russes. C'est ainsi que les principaux pays de la région se regroupent au sein du Guuam (qui reprend les initiales de la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie). Cette entité, proche des États-Unis, s'est notamment réunie en mai 2000 à Washington pour évoquer des questions militaires et de sécurité.

Les pays du Guuam sont au cœur du projet états-unien de construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui doit relier l'Azerbaïdjan à la Turquie, en passant par la capitale géorgienne. Son tracé évite la Russie via notamment la Tchétchénie, contourne l'Iran, mais aussi l'Arménie. Ce dernier pays est en effet en conflit avec l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabkh et reste le seul État de la région intégré dans les organes de coopération militaire avec Moscou. Les Arméniens sont donc soumis à une forte pression des Occidentaux, qui souhaitent qu'ils fassent les concessions nécessaires au règlement du conflit qui les oppose à l'Azerbaïdjan et choisissent le pipeline BTC. En octobre 1999, le Premier ministre arménien et le président du Parlement sont assassinés. L'objectif de ces pressions étant de stabiliser l'ensemble des pays que doit traverser ou pourrait traverser l'oléoduc.

Cependant, l'enjeu n'est pas uniquement pétrolier. On devine en sous-main des

enjeux politiques et militaires également déterminants dans l'élaboration de la stratégie états-unienne. C'est ainsi que la CIA a présenté un rapport extrêmement optimiste - totalement irréaliste d'après les experts - sur les réserves de la zone Caspienne, afin d'en exagérer l'importance. Selon Jean Radvanyi et Philippe Rekacewicz, spécialistes du Caucase, « *les pressions exercées par Washington et Ankara sur les compagnies afin que celles-ci cofinancent le passage de l'oléoduc via la Géorgie et la Turquie et non via l'Iran ou la Russie trahissent la priorité donnée aux objectifs politiques sur les intérêts économiques.* » [1].



Edouard Chevardnadze, allié peu reconnaissant

Dans ce nouveau « Grand jeu », qui prend même des tournures de nouvelle Guerre froide [2], la Géorgie est un pays crucial, puisqu'elle permet d'assurer une certaine stabilité à l'exploitation des ressources pétrolières, et d'approvisionner la Turquie. Le régime de Chevardnadze a donc été largement choyé par Washington, qui en a fait le principal bénéficiaire dans la région de son aide économique. En échange, la Géorgie s'est alignée sans mot dire sur la politique étrangère de la Maison-Blanche. Ainsi, en 1999, lorsque le président russe Boris Eltsine lui demande d'utiliser le territoire géorgien pour lancer une invasion de la Tchétchénie, le chef de l'État suit les ordres du conseiller spécial de Clinton pour la Russie, Strobe Talbott, et rejette la demande russe. De même, un mois après le 11 septembre 2001, Chevardnadze proposait d'accueillir les troupes états-uniennes dans la région, en échange d'une aide financière colossale de Washington. La Géorgie a ensuite servi de relais pour les vols de l'US Air Force lors de la guerre d'Afghanistan, et a autorisé quelques centaines de militaires états-uniens à encadrer des commandos géorgiens censés pourchasser d'hypothétiques membres d'Al Qaïda, du côté de la Tchétchénie voisine. Fin 2001, Chevardnadze va jusqu'à purger la direction de ses agences de renseignement et nommer son ancien ambassadeur pro-états-unien à Washington, Tedo Dzhaparidze, à la tête de la sécurité nationale.

Mais au fil des années, l'influence du président géorgien s'amenuise, la corruption et les mauvais résultats économiques fragilisent sa position, ce qui l'incite à revenir sur son seul alignement sur Washington. Progressivement, il s'allie avec Aslan Abchidzé, le gouverneur pro-russe de la région autonome

d'Adjarie. Celle-ci est frontalière avec la Turquie et stratégique en raison de son important port, par lequel transite notamment le pétrole en provenance de l'Azerbaïdjan voisin et point d'entrée du commerce avec la Turquie. Ce rapprochement contraint Edouard Chevardnadze à améliorer ses relations avec Moscou, et à remettre en cause le partenariat stratégique avec les États-Unis. Selon l'AFP, en 2003, « *des sociétés états-uniennes ont été éliminées du marché géorgien par une taxation arbitraire.* » [3] Dans ce contexte, Washington revient progressivement sur son soutien inconditionnel à cet allié peu reconnaissant, d'autant que les travaux de construction de l'oléoduc n'en finissent pas de ne pas commencer.

Plusieurs responsables de l'administration états-unienne se rendent donc en Géorgie au cours de l'année 2003 pour y rencontrer Chevardnadze. D'après *The Guardian*, ces visites officielles visent à faire comprendre au président géorgien que ses jours à la tête du pays sont comptés. L'ambassadeur états-unien en Géorgie, Richard Miles, déclare notamment au *Washington Post* que les États-Unis aimeraient « *voir un gouvernement plus fort* », une critique publique particulièrement inhabituelle de la part d'un allié de longue date. Le même Richar Miles travaille également de longs mois à préparer le jeune Mikhaïl Saakashvili à prendre la succession. [4]

Les États-Unis organisent la révolution spontanée

Celui-ci, âgé de 35 ans, est diplômé l'université de Columbia à New York où il a fait ses études d'avocat. Après avoir travaillé quelque temps dans une entreprise new-yorkaise, il est revenu en Géorgie en tant que protégé et rapidement leader de l'ancien parti d'Edouard Chevardnadze, l'Union des citoyens. Puis il est devenu ministre de la Justice en 2000. Après en avoir profité pour dénoncer la corruption de la classe politique jusque pendant les conseils des ministres, il a été contraint à la démission en 2002, date à laquelle il a créé son propre parti et est devenu l'un des leaders de l'opposition.

Il devient en réalité l'homme de Washington chargé de mettre en œuvre le renversement de Chevardnadze. Cette opération, qui se veut calquée sur le modèle du renversement de Slobodan Milosevic en Serbie, va nécessiter la manipulation de plusieurs forces.

Son point de départ réside dans la contestation du résultat des élections législatives du 2 novembre 2003, qui voient la victoire des formations du président Chevardnadze et de Aslan Abchidzé, juste devant les formations d'opposition de Mikhaïl Saakashvili, et de Nino Burjanadze, alors présidente du Parlement. Cette contestation « spontanée » repose sur deux éléments : d'une part la composition des listes électorales, qui auraient été falsifiée, et d'autre part les sondages effectués à la sortie des urnes, qui donneraient des résultats différents des chiffres officiels. Le problème



Madeleine Albright
L'ancienne secrétaire d'État de Bill Clinton, dirige l'« ONG » qui a prétendu que les élections ont été truquées.

de ces accusations, c'est qu'elles proviennent en réalité toutes les deux de la même institution : l'**American National Democratic Institute**. Cette organisation, dite non-gouvernementale, est en réalité une émanation de la **National Endowment for Democracy** [5], et dirigée par l'ancienne secrétaire d'État de Bill Clinton, Madeleine Albright. C'est cette fondation qui s'est chargée à la fois de réaliser la saisie informatique de listes d'électeurs, dont les nombreuses erreurs ont ensuite alimenté le ressentiment populaire et les soupçons de trucage, et les sondages de sortie des urnes, dans lesquels les scores des partis d'opposition étaient largement surévalués.



George Soros

Le milliardaire a financé le mouvement des jeunes Kmara, calqué sur le modèle du mouvement serbe Otpor qui avait défié Milosevic à Belgrade.

Peu importent la véracité des trucages électoraux, l'intérêt réside dans la capacité des mouvements d'opposition à utiliser l'argument pour mobiliser l'opinion publique et permettre finalement le renversement du régime et la démission du président géorgien, le 23 novembre 2003. Il faut dire que se sont mêlés à la foule des mouvements bien peu spontanés, comme l'a expliqué Edouard Chevardnadze à des médias russes, peu après son départ du pays. Au premier rang des responsables, le président déchu cite le milliardaire George Soros [6], l'Institut démocratique états-unien déjà mentionné, et l'ancien secrétaire d'État états-unien James Baker. Selon lui, « *c'est George Soros qui a créé les groupes de jeunes Kmara* [Assez !]

contre le pouvoir. Ils prenaient de tout jeunes, à 15 ans, et les formaient en deux mois [...] L'*American National Democratic Institute* s'est comporté de la même manière ». [7]

Ces méthodes rappellent évidemment celles mises en œuvre par les États-Unis en Serbie en 2000, et qui avaient permis le renversement de Slobodan Milosevic. D'après l'ancien ministre géorgien de la Sécurité, Igor Giorgadze, « *Mikhail Saakashvili a été spécialement invité à un séminaire à Belgrade cet été pour y apprendre comment faire "une révolution de velours" comme celle des Serbes. M. Saakashvili a reçu des instructions détaillées qu'il a suivies à la lettre* ». Quant au mouvement des jeunes Kmara dénoncé par Chevardnadze, il est effectivement financé par George Soros et calqué sur le modèle du mouvement serbe Otpor qui avait défié Milosevic à Belgrade. [8]

Premier coup de téléphone de la présidente intérimaire : « L'oléoduc est OK »

Le renversement du régime de Chevardnadze annonce une nouvelle ère pour la Géorgie, et sans doute un changement de camp. La présidente par intérim qui, selon la Constitution, est la présidente du Parlement, Nino Bourdjanadze, a annoncé, dès le 23 novembre 2003, qu'elle souhaitait suivre « *l'orientation politique juste* » choisie par l'ex-président Edouard Chevardnadze, citant les « *valeurs occidentales* », le « *partenariat stratégique* » avec les États-Unis et l'amélioration des relations avec la Russie. Dans une interview à CNN, elle a

précisé que l'objectif de la Géorgie est « *d'être membre de la famille européenne, membre de l'alliance euro-atlantique. Nous voulons garder notre partenariat stratégique avec les États-Unis qui ont fait beaucoup pour notre pays* ». Mieux, d'après *The Guardian*, « *le premier coup de téléphone passé par la présidente intérimaire [...] après qu'elle eût pris ses fonctions [...] a été pour BP [la société pétrolière anglo-néerlandaise]. Elle a appelé pour "leur assurer que l'oléoduc est OK", a indiqué un important officiel géorgien* ». Une première mesure qui dévoile sans nuances les enjeux du coup d'État, qui s'est terminé dimanche 4 janvier 2004 par l'élection à la présidence de la République de Mikhaïl Saakashvili, le « poulain » de Washington.

Grande perdante de ce changement auquel elle n'a pu s'opposer, la Russie sera contrainte de réagir. Lors de la crise, Vladimir Poutine a dépêché sur place son ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov, pour donner un semblant d'aval du Kremlin à une situation qui affaiblit considérablement sa position. Déjà on perçoit un regain de tensions régionales. Des responsables de la sécurité géorgienne ont notamment accusé Moscou de planifier le sabotage de l'oléoduc voulu par les États-Unis. Cette opération, qui serait orchestrée par les services secrets russes, mettrait en scène une attaque de mercenaires tchéchènes ou de saboteurs écologistes. La très grande pénétration des forces russes dans le pays, qui y maîtrisent trois enclaves sécessionnistes ou autonomes (Ossétie du Sud, Abkhazie et Adjarie) et de deux bases militaires, laisse présager une situation explosive.

Mais cet épisode révèle surtout la poursuite par les États-Unis de leur nouvelles méthodes d'ingérence, inspirées de celles du stay-behind mais largement modernisées comme le montre l'exemple serbe. Encore faut-il, pour qu'elles fonctionnent, que de telles opérations s'appuient sur un réel soutien populaire. L'échec cuisant des récentes tentatives de coup d'État au Venezuela est une mise en garde cruelle adressée à la CIA et remet en cause la doctrine des « faucons » de Washington qui pensent jouir partout dans le monde du droit à disposer des peuples.

[1] « Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain », par Jean Radvanyi et Philippe Rekacewicz, *Le Monde diplomatique*, octobre 2000 »

[2] La Guerre froide s'est caractérisée par une opposition entre deux camps, celui des États-Unis et celui de l'URSS, sans que jamais leurs forces armées ne s'affrontent directement. Une situation proche de celle que l'on retrouve actuellement dans la région de la Caspienne, où Washington et Moscou ont recours à des forces intermédiaires pour contrer l'autre camp. On peut citer les attaques en territoire tchéchène dont a fait l'objet l'oléoduc nord, qui relie Bakou au port russe de Novorossiisk, dès son ouverture en avril 1999, au point qu'il fut momentanément fermé. En août 1999, les combattants tchéchènes de Chamil Bassaev et Khabib Abd Ar-Rahman Khatab sont également intervenus au Daghestan où, en proposant d'installer un État islamique, ils permettaient d'affaiblir considérablement le flanc sud de la Russie. Les Russes ont eux tenté d'exploiter les conflits en Abkhazie, en Ossétie et au Karabakh pour préserver leur influence dans la région, et notamment pour soustraire l'Azerbaïdjan et la Géorgie à l'influence états-unienne.

[3] « Crise géorgienne : l'ami américain n'est plus ce qu'il était », AFP, 22 novembre 2003.

[4] « *The people smoke out the grey fox* », par Ian Traynor, *The Guardian*, 24 novembre 2003.

[5] Cette organisation, fondée par Ronald Reagan pour contrecarrer les forces de l'« Axe du Mal », est la structure de financement politique officiel de la CIA dans le monde. Elle permet de soutenir financièrement des opérations de manipulation politique, soit en finançant des partis dits « de gauche », au travers de l'American National Democratic Institute soit en finançant des formations dites « de droite » grâce à l'International Republican Institute.

[6] George Soros est un milliardaire états-unien d'origine hongroise, qui doit sa fortune à une intense activité de spéculation. Membre de l'International Crisis Group, il finance sur sa fortune personnelle un grand nombre d'associations et d'organisations non-gouvernementales. Début novembre, les locaux moscovites de la fondation Soros ont été saisis, et les activités en Russie de la fondation paralysées.

[7] « L'ex-président Chevardnadzé dénonce le rôle des Américains dans sa chute », AFP, 1er décembre 2003.

[8] « 'It looks disturbingly like a coup' », *The Guardian*, 25 novembre 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les États-Unis face aux démocraties qui les réproouvent

Analyse

The Independent reproduit le passage chahuté du discours d'Ariel Sharon au comité central du Likoud. Le Premier ministre y affirme qu'il faudra bien à un moment accepter une frontière pour Israël et démanteler les colonies qui se trouveront à l'extérieur, même si par la grâce de la barrière de séparation, cette frontière est très au delà de la Ligne verte. Une partie de l'auditoire l'a alors conspué, considérant que les frontières de l'État hébreu doivent encore être étendues bien au-delà de toutes les colonies existantes.

L'ambassadeur Morton Abramowitz relève dans le *Washington Post* que la Yougoslavie, où l'OTAN était prétendument venue sauver un peuple opprimé par un tyran, est désormais aux mains de criminels de guerre avérés et de mafieux. Pour Abramowitz, le péché originel des Occidentaux aurait été de prétendre maintenir l'unité de la Serbie alors que la scission du Kosovo et du Monténégro serait inévitable. À moins que les États-Unis aient toujours souhaité cet éclatement et qu'ils aient été obligés de laisser pourrir la situation pour le réaliser. Dans un cas comme dans l'autre, Washington s'est toujours réclamé de la démocratie, mais n'a jamais souhaité que le peuple serbe décide de sa politique.

Même topo à Kaboul : alors que la presse occidentale se réjouit de l'adoption de la nouvelle constitution d'Afghanistan, John Sifton de Human Rights Watch lève le voile sur les conditions non-démocratiques de son adoption. Dans *l'International Herald Tribune*, il décrit une Assemblée constituante élue par fraudes où siègent des criminels de guerre avérés et où règnent corruption et intimidation. Mais comment pourrait-il en être autrement dans la mesure où la

manière dont on conduit une guerre détermine le genre de paix que l'on obtiendra. Or, alors qu'elle prétendait rétablir la liberté, la Coalition renversa les Talibans en engageant des seigneurs de la guerre comme mercenaires. Aujourd'hui, elle ne peut espérer à la fois les rétribuer et installer la démocratie, aussi se contente-t-elle d'apparences formelles comme l'existence d'une Constitution.

Approfondissant la question, l'ancien sous-secrétaire d'État David Newsom s'interroge dans le *Christian Science Monitor* sur la prétendue volonté des États-Unis d'exporter la démocratie. On ne cesse de souhaiter l'installation de régimes démocratiques dans les pays arabes, mais les accepterait-on s'ils s'opposaient à la politique états-unienne ? À voir la manière dont l'Allemagne, la France et la Turquie sont traitées pour avoir refusé de participer à l'attaque contre l'Irak, il y a de quoi en douter.

Bref, oui à la démocratie tant que les peuples se rallient à la politique de la classe dirigeante états-unienne, non au-delà.

L'iranien Bagher Asadi analyse les prochaines élections dans son pays, paralysé depuis longtemps par un partage du pouvoir entre tendances. Il affirme dans le *New York Times* à la fois sa confiance dans le caractère démocratique du scrutin et son inquiétude devant un choix électoral peu satisfaisant : d'un côté des conservateurs à bout de souffle, de l'autre des réformateurs sans souffle. Daniel Pipes, administrateur de l'Institut des États-Unis pour la paix, montre dans le *Jerusalem Post* qu'il n'a pas la même confiance dans la démocratie de son pays. Non qu'il mette en doute la sincérité du scrutin, mais la capacité du peuple à faire le bon choix. Ainsi, accuse-t-il les responsables politiques opposés à la guerre au terrorisme et à la suspension des libertés individuelles de ne pas être de bons citoyens.

Enfin, l'ambassadeur russe Felix Stanevsky présente aux lecteurs du *Taipei Times* la vision de son gouvernement sur la Géorgie. L'attitude de Moscou vis-à-vis du président nouvellement élu Saakashvili dépendra d'abord de sa politique face aux Tchétchènes et à ses propres sécessionnistes. Le second critère sera d'ordre économique : le nouveau gouvernement misera-t-il sur une coopération avec la Russie ou sur le projet de pipe-line des compagnies états-uniennes ?

Ariel Sharon



Ariel Sharon est Premier ministre israélien.

« Nous devons abandonner nos colonies »

Source : The Independent

Référence : « We must give up our settlements », par Ariel Sharon, *The Independent*, 7 janvier 2004. Cette tribune est extraite du discours prononcé le 6 janvier devant le comité central du Likoud à Tel-Aviv.

Dans un accord final, nous serons obligés d'abandonner certaines colonies juives, c'est de ma responsabilité de prendre cette décision.

Nous ne mènerons pas de négociations sous la menace et nous ne récompenserons pas les terroristes. Nous ne nous rendrons pas face aux pressions de nos ennemis politiques qui ont accepté presque entièrement les demandes des Arabes. Toutefois, si nous obtenons la sécurité, nous sommes prêts à un grand accord. Si une nouvelle Autorité palestinienne, sans terrorisme ni incitation à la violence, est formée alors le gouvernement israélien formé par le Likoud fera sa part du travail pour parvenir à un État palestinien indépendant, d'abord dans des frontières temporaires, puis dans un accord permanent dans lequel il est évident que nous devons abandonner des colonies juives.

S'il apparaît, dans quelques mois que nous n'avons pas de partenaire, nous agirons seuls avec un maximum de coordination avec nos alliés, au premier rang desquels on compte les États-Unis. Nous construirons une ligne qui empêchera tout passage dans notre territoire et derrière laquelle nous redéployerons les forces israéliennes et les colonies.

Morton Abramowitz

L'ambassadeur Morton Abramowitz est coprésident du groupe de travail indépendant sur la Corée du Nord du Council on Foreign Relations. Il est ancien président de la Carnegie Endowment for International Peace et ancien assistant au département d'État sur les questions de renseignement et de recherche. Il est membre de la Century Foundation.

« Faire face à la défaite dans les Balkans »

Source : Washington Post

Référence : « Snatching Defeat in The Balkans », par Morton Abramowitz, *Washington Post*, 7 janvier 2004.

La victoire électorale d'un parti nationaliste dirigé par un criminel de guerre inculqué n'est pas la dernière manifestation de la détérioration de la situation dans les Balkans. La coopération américano-européenne est en train de tourner à l'échec et la promesse d'adhésion à l'Union européenne est insuffisante pour transformer la région.

Même si on ne risque pas un retour à un conflit dans les Balkans, cette région mérite qu'on continue à s'y intéresser sous peine de voir apparaître un petit « trou noir » en Europe où le nationalisme violent, le crime et le terrorisme sont rampants. En Serbie, le Premier ministre **Zoran Djindjic** a été abattu car il allait s'attaquer au crime organisé. Malgré une aide occidentale considérable et une réforme économique notable, la Serbie reste dans un marasme politique qui en fait un État nationaliste et quasi mafieux.

L'Occident a mis trop longtemps à s'en apercevoir et ce n'est pas sa seule erreur. Il tient à tout prix à maintenir le Monténégro et la Serbie dans une union qui ne fonctionne plus et qui détourne les responsables politiques des deux pays des réformes intérieures. En outre, au lieu de préparer la Serbie à la perte du Kosovo, les Occidentaux se comportent comme si Belgrade pouvait restaurer sa souveraineté sur ce territoire. Ils pensent que le gouvernement serbe est fragile et qu'il faut éviter de le fragiliser davantage. Par ailleurs, certains gouvernements sont opposés à l'indépendance de ce pays.

En refusant de confier le pouvoir au gouvernement démocratiquement élu de ce pays, les pays occidentaux ont développé les incertitudes sur l'avenir de la Serbie, du Monténégro et du Kosovo. Cette question n'est pas facile et elle devrait être tranchée lors de discussions entre Serbes et Kosovars. Une chose est sûre, on ne règlera rien en la repoussant.

John Sifton

John Sifton est chercheur pour l'Afghanistan pour Human Right Watch.

« Une mauvaise charte pour un pays où règne la peur »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Flawed charter for a land ruled by fear », par John Sifton, *International Herald Tribune*, 7 janvier 2004.

La nouvelle Constitution afghane adoptée dimanche a été rapidement présentée comme une avancée historique par les dirigeants états-uniens et afghans. On peut en effet se réjouir que cette constitution ait été négociée plutôt qu'obtenue par les armes et que le texte interdit les discriminations fondées sur le sexe. Malheureusement, derrière cet aboutissement on trouve un processus sordide impliquant l'achat de vote et les menaces de morts lors de l'élection des délégués à la Loya Jirga. Ces méthodes ont permis l'élection de criminels de guerre avérés à la faveur de nombreuses irrégularités observées par **Human Right Watch**. Ainsi, la majorité des 502 délégués élus sont des membres de factions contrôlées par les seigneurs de la guerre. Le rassemblement de la Loya Jirga pose également problème puisqu'il ne s'est avéré être qu'une cérémonie d'enregistrement d'un texte déjà rédigé par Hamid Karzaï durant laquelle les délégués indépendants étaient systématiquement intimidés. Le débat n'a consisté qu'en une discussion entre seigneurs de guerre et délégués de Karzaï pour défendre des intérêts particuliers. Enfin, la Constitution elle-même, si elle énonce des libertés et des droits, n'offre pas la possibilité de garantir les Droits de l'homme de manière efficace et ne tranche pas le débat entre loi islamique et Droits de l'homme de sorte que dans quelques années certaines factions

pourraient les menacer simplement en faisant accepter une version dure du droit islamique.

Les États-Unis et leurs alliés se sont d'abord appuyés sur des seigneurs de guerre avant de contrer leur influence en nommant Karzaï. Ils devraient plutôt instaurer un vrai pluralisme et une représentation réelle de la population en Afghanistan. Pour cela, il faut développer la présence militaire internationale dans tout le pays et demander à l'ONU d'envoyer plus d'inspecteurs vérifier la situation des Droits de l'homme.

David Newsom



Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, David Newsom est ancien ambassadeur des États-Unis en Libye, en Indonésie et aux Philippines. Son livre le plus récent est *The Imperial Mantle : The United States, Decolonization, and the Third World*.

« Les États-Unis sont ils prêts pour la démocratie ? »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Is the US ready for democracy ? », par David Newsom, *Christian Science Monitor*, 7 janvier 2004.

Alors que beaucoup s'interrogent sur la possibilité du Proche-Orient musulman de devenir démocratique, il faudrait plutôt se demander si les États-Unis sont prêts à tolérer la démocratie dans ces pays.

Lors d'une discussion avec des journalistes égyptiens qui lui demandaient ce que feraient les États-Unis si des pays arabes, devenus des démocraties, s'opposaient à leurs intérêts, l'ambassadeur états-unien David Welsh a répondu qu'ils agiraient comme ils le font déjà avec toutes les démocraties qui sont en désaccord avec eux : ils discuteraient. Toutefois, la situation serait très différente au Proche-Orient par rapport aux autres démocraties. En effet, les régimes démocratiques de la région devraient faire face à des populations se sentant humiliées par l'Occident et qui sont donc sensibles aux arguments de politiciens pouvant utiliser le ressentiment contre Israël, les divisions ethniques et religieuses. Cela pourrait entraîner la constitution de gouvernements ayant des définitions différentes du terrorisme que celle des États-Unis ou la ré-émergence de groupes islamistes. On pourrait alors assister à des politiques s'opposant à la présence états-unienne, aux efforts contre les armes de destruction massive, aux efforts états-uniens dans le processus de paix israélo-palestinien ou aux initiatives en faveur des Droits de l'homme.

Les États-Unis pourraient empêcher qu'une telle situation se produise en Irak, mais cela saperait leur légitimité. Ils peuvent aussi déclarer que les États-Unis travailleront avec tout gouvernement issu d'une vraie élection démocratique, mais le Congrès, les cercles politiques états-uniens et une large partie de la population ne toléreraient pas des politiques qui menaceraient les intérêts états-uniens. On a bien vu les réactions contre la France, l'Allemagne ou la Turquie suite à des décisions prises lors de processus démocratiques.

En Irak et en Afghanistan, les intérêts états-uniens sont confrontés à la démocratie et il faudra étudier l'attitude de Washington et comment les États-Unis tolèrent des politiques contraires aux intérêts états-uniens.

Bagher Asadi



Bagher Asadi est diplomate iranien, membre du comité sur la société civile du secrétariat général des Nations unies.

« La bataille pour l'avenir de l'Iran »

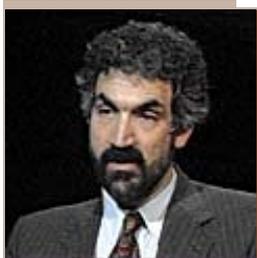
Source : New York Times

Référence : « The Battle for Iran's Future », par Bagher Asadi, *New York Times*, 7 janvier 2004.

Pour des raisons historiques et géostratégiques, l'Iran a été constamment au centre de l'attention internationale depuis 30 ans. Je suis parfois heureux de cette attention, comme lors de la chute de la monarchie en 1979 ou lors de l'élection de Mohammed Khatami en 1997, mais j'éprouve des sentiments très différents face à l'imbroglio nucléaire et au tremblement de terre.

La question nucléaire s'est taillée la part du lion de l'intérêt international pour mon pays et a occulté l'importance cruciale des élections parlementaires du 20 février. En 2000, les réformateurs ont gagné ces élections, mais ils ont été bloqués par le Conseil des gardiens et par leur propre manque de vision à long terme et de vigueur. Cela a entraîné le désespoir et la résignation dans la population et lors des élections de février dernier un très fort taux d'abstention dans les grandes villes a permis aux conservateurs, plus aptes à mobiliser leur électorat, de gagner les conseils municipaux des grandes villes. Encouragés par cette victoire, ils espèrent aujourd'hui reprendre le Parlement en s'appuyant sur la résignation des électeurs. Une telle victoire creuserait davantage le fossé entre les institutions et la population et compliquerait les relations avec l'extérieur. Le seul espoir des réformateurs est une forte participation. Une victoire des conservateurs entraînerait une situation explosive. Même si les réformateurs gagnent les élections, il sera nécessaire qu'ils repensent leur stratégie à long terme pour parvenir à ce que le règne de la loi, un gouvernement transparent, représentatif et responsable et les Droits de l'homme s'installent en Iran. Pour cela, les réformateurs doivent davantage s'appuyer sur la société civile.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Les démocrates n'ont pas retenus les leçons du 11 septembre »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The Democrats unlearn 9/11 », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 7 janvier 2004.

Alors que, depuis un an, républicains et démocrates s'accordent sur la nécessité de mener vigoureusement la guerre au terrorisme, aujourd'hui, les candidats démocrates à l'investiture et des personnalités influentes dans ce parti se prononcent contre cette guerre et déclarent préférer des actions de police contre les terroristes. Ainsi, **Howard Dean** a annoncé qu'avant de décider du sort de Ben Laden, il fallait le juger. **Richard Gephardt**, **John Kerry**, **George Soros** et **William Sloan Coffin** se sont déclarés favorables à l'arrêt des actions militaires. 1979 a marqué le début de la violence islamiste contre les Américains mais pendant 22 ans les États-Unis se sont contentés de voir ces actions comme de simples affaires criminelles et n'ont pas cherché à s'attaquer aux structures de commandement, aux institutions de financements ou à l'idéologie politique derrière cette menace. Le 11 septembre, le pays a compris qu'il avait affaire à une menace militaire et pas seulement à des criminels. **George W. Bush** a déclaré la guerre au terrorisme. Cette nouvelle approche a eu des implications en politique étrangère avec le renversement des Talibans, mais aussi à l'intérieur de nos frontières avec le « Patriot Act ». Auparavant, en cas d'attentat, on se contentait d'envoyer le **FBI** sur les lieux. C'est pourtant à cette situation que les démocrates veulent revenir, oubliant les leçons du 11 septembre.

Felix Stanevsky

Felix Stanevsky est ancien ambassadeur de Russie en Géorgie.

« La Russie souhaite le succès de la Géorgie dans sa lutte difficile »

Source : Taipei Times

Référence : « Russia only wishes Georgia success in its difficult struggle », par Felix Stanevsky, *Taipei Times*, 6 janvier 2004.

L'élection, dimanche, de **Mikhaïl Saakashvili** au poste de président de la Géorgie était la fin prévisible de la « Révolution des roses » qui a entraîné la démission d'**Edouard Chevardnarze**. Il est par contre difficile de prévoir les réactions de la Russie à l'arrivée au pouvoir du triumvirat Saakashvili-Burdzhanadze-Zhania. Moscou est engagé de longue date en Géorgie et c'est la médiation d'Igor Ivanov qui a entraîné la démission d'Edouard Chevardnarze. La Russie espère que l'arrivée au pouvoir des trois dirigeants entraînera la restauration des relations entre Moscou et Tbilissi, mais certaines déclarations anti-russes du nouveau pouvoir poussent à l'inquiétude. On craint également que Saakashvili ne décide de mener une campagne militaire contre les républiques sécessionnistes. La Russie est aussi concernée par la sécurité dans le Caucase et n'apprécie pas la liberté d'action des rebelles tchéchènes en Géorgie et les soutiens qu'ils y reçoivent à haut niveau. Les nouveaux dirigeants se sont toutefois exprimés contre cette aide aux rebelles ce qui laisse espérer qu'ils comprennent les préoccupations russes en terme de sécurité.

Les nouveaux dirigeants géorgiens sont jeunes et inexpérimentés. Moscou comprend la volonté du président Saakashvili de restaurer l'intégrité de son pays, mais espère que cela passera par des moyens pacifiques. Toutefois, les relations difficiles que Tbilissi entretient avec sa seule république autonome ne plaident pas en la faveur d'une réunification. La Géorgie doit se rapprocher de Moscou pour se stabiliser économiquement en développant ses exportations, puis se stabiliser politiquement. Elle a beaucoup plus à gagner ainsi qu'en se concentrant sur un pipeline qui contournerait la Russie. Moscou souhaite le succès des nouveaux dirigeants.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Arab News, L'Orient Le Jour



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.



L'Arabie saoudite met en garde contre une partition « ethnique » de l'Irak, tandis que des affrontement ont lieu à Kirkourk

Référence : « Saud Warns Against Iraq's Ethnic Rivalry », par Abdul Aziz Al-Hindi, *Arab News*, 7 janvier 2004. « Front commun turco-syrien face aux Kurdes d'Irak », *L'Orient Le Jour*, 7 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères saoudien, le Prince Saoud al-Faysal, a mis en garde, mardi 6 janvier 2004, contre les rivalités entre les composantes ethniques en Irak qui pourraient mener à la partition du pays et ainsi causer du tort à ses voisins.

Le prince Saoud a déclaré que les Irakiens auraient le droit de choisir leur propre gouvernement ou régime dès que le pouvoir leur serait transmis par la Coalition menée par les États-Unis, l'année prochaine. Mais, a-t-il ajouté, « tous les régimes fondés sur une base communautaire ou ethnique n'aident pas à assurer la stabilité et l'intégrité territoriale d'un pays ».

Les dirigeants kurdes Jalal Talabani et Massoud Barzani ont déjà présenté un projet de loi au Conseil de gouvernement transitoire irakien demandant la création immédiate d'une région autonome élargie, sans attendre l'adoption d'une loi fondamentale provisoire, en mars 2004.

La question a suscité une explosion de violence dans la ville de Kirkourk, que les Kurdes veulent voir incluse dans leur région autogouvernée, malgré l'opposition des minorités arabes et turkmènes de la ville. Sept personnes ont été tuées dans des affrontements depuis mercredi 31 décembre.

Le président du Conseil de gouvernement, Adnan Pachachi, a déclaré, dimanche 4 janvier, qu'il s'engageait en faveur d'un Irak fédéral qui donnerait l'opportunité aux Kurdes, au nord, et aux chiites, au sud, de se gouverner eux-mêmes. Cependant, il a souligné que la question ne pouvait être tranchée par un gouvernement non élu, et qu'elle devait donc être discutée devant l'Assemblée constituante qui doit être élue en mars 2005.

Les deux principaux chefs kurdes irakiens ont réaffirmé, mardi 6 janvier, leur exigence d'un système fédéral, lors d'une réunion de coordination dans la station touristique de Dukan dans le Kurdistan d'Irak. « Grâce à Dieu, nos deux partis partagent la même position sur le fédéralisme et n'ont aucun différend à ce sujet », a déclaré le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani. « Nos deux partis tiennent au choix fédéraliste ».

conformément à une décision du Parlement kurde en 1992, un fédéralisme sur une base ethnique et géographique », a renchéri Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Revenant au dossier israélo-palestinien, le ministre des Affaires étrangères saoudien a déclaré que les pays arabes réagiraient par tous les moyens si Israël tentait de forcer les Palestiniens à évacuer leur territoire. Selon lui, le Premier ministre israélien Ariel Sharon « veut envoyer les Palestiniens en exil dans les pays arabes et en faire un problème arabe. Ceci est inacceptable et les pays arabes réagiront avec tous les moyens dont ils disposent ».

Il a par ailleurs défendu le droit au retour des réfugiés palestiniens, rejeté par Israël. Dans ce dossier, il a rappelé la possibilité de trouver une solution dans le cadre de l'initiative saoudienne pour le Proche-Orient, proposée en février 2002.

Jerusalem Post, L'Orient Le Jour, Syria Times



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.



La Syrie et la Turquie ne veulent pas d'une partition de l'Irak

Référence : « President starts visit to Turkey : Views were identical, results satisfied », *Syria Times*, 7 janvier 2004. « Front commun turco-syrien face aux Kurdes d'Irak », *L'Orient Le Jour*, 7 janvier 2004. « Government unconcerned by Assad's historic visit to Turkey », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 7 janvier 2004.

Le président syrien, Bashar al-Assad, a entamé, mardi 6 janvier 2004, une visite officielle en Turquie, au cours de laquelle il a rencontré son homologue turc, le président Ahmet Sezer.

Les deux hommes ont exprimé leur satisfaction devant les avancées dans la coopération bilatérale qu'ont occasionné cette visite. Plusieurs accords ont été signés dans les domaines du tourisme, de la protection des investissements et de l'interdiction de la double taxation des produits.

Ils ont condamné de concert les récents attentats terroristes qui ont frappé la Turquie et d'autres États islamiques. Selon le président Bashal al-Assad, « nous avons également exprimé notre satisfaction devant les positions adoptées par la Turquie concernant nos causes arabes, notamment la Palestine et le Golan. Nos vues sont identiques sur l'évaluation générale de la situation en Irak et sur les graves répercussions qu'elle peut avoir sur les pays voisins. L'accent a été mis sur l'importance de protéger l'indépendance de l'Irak, sa souveraineté et son intégrité territoriale, et sur le refus de toute mesure qui pourrait mener à une division de l'Irak ». Le président turc aurait également accueilli favorablement le projet de résolution que la Syrie souhaite présenter devant l'ONU et qui propose de faire du Proche-Orient une zone libérée de toute arme de destruction massive.

D'après *L'Orient Le Jour*, « la Turquie comme la Syrie, où vivent d'importantes minorités kurdes, craignent la contamination séparatiste si les Kurdes d'Irak obtiennent l'autonomie au sein d'un nouveau système fédéral. M. Sezer a également appelé à un retour à la stabilité le plus rapidement possible en Irak. »

Il s'agissait de la première visite d'un chef de l'État syrien en Turquie.



En 1998, la Turquie, alliée des États-Unis et d'Israël dans la région, avait menacé de recourir à la force en raison du soutien de la Syrie au Parti des travailleurs du Kurdistan, qui menait une lutte armée en Turquie. La crise n'avait été désamorcée qu'avec l'expulsion par la Syrie du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, aujourd'hui emprisonné en Turquie.

D'après des sources diplomatiques israéliennes, citées de manière anonyme par le *Jerusalem Post*, Israël ne s'inquiète pas d'un renforcement des liens entre la Syrie et la Turquie, allié stratégique de l'État hébreu. Selon cette source, « *il n'y a aucun moyen que ceci affaiblisse nos liens, qui sont actuellement très forts. La Syrie est désormais un paria international. Qu'est-ce-qu'ils ont à offrir à la Turquie ?* ». Elle a également démenti qu'il y ait le moindre lien entre la décision du gouvernement israélien d'accepter l'accord d'approvisionnement en eau avec la Turquie et la visite du président syrien à Ankara.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Israël pense bénéficier du rapprochement entre l'Égypte et l'Iran

Référence : « *Jerusalem sees benefits from Egypt-Iran ties* », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 7 janvier 2004.

L'annonce par Téhéran de la reprise des liens diplomatiques avec Le Caire indique que l'Iran essaye de réintégrer la communauté internationale, selon des diplomates israéliens cités par le *Jerusalem Post*. Leur analyse relève également que de tels liens pourraient avoir un effet modérateur sur le régime.

Le vice-président iranien, Mohammad-Ali Abtahi, a en effet déclaré à Al-Jazeera, mardi 6 janvier 2004, que la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays avait été décidée et devrait survenir « *dans les prochains jours* ». Selon lui, « *c'est un grand succès diplomatique. Je pense que la cause palestinienne et le monde musulman seront les principaux soutiens de la coopération entre l'Iran et l'Égypte* ».

La diplomatie israélienne y voit un moyen de nouer elle-même des contacts avec l'administration iranienne, en passant par les canaux égyptiens. Selon un diplomate anonyme, « *les Égyptiens savent très bien qui sont les Iraniens* ». Il est donc exclu que ce rapprochement conduise à exacerber les éléments les plus extrémistes en Égypte. Au contraire, Le Caire aurait un effet modérateur sur Téhéran.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

L'Arabie saoudite souhaite créer un think-tank pour promouvoir le développement régional

Référence : « Arab Think Tank to Promote Regional Development », par Ghazanfar Ali Khan, *Arab News*, 7 janvier 2004.

Le prince héritier saoudien Abdallah Bin Abdulaziz Al Saoud a rencontré la sous-secrétaire générale des Nations unies, Merwat Tellawi, mardi 6 décembre 2003. Cette-dernière, qui est également la secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, s'est accordée avec le monarque saoudien sur la nécessité d'établir un think-tank régional, qui conseillera les gouvernements des 12 pays membres - dont l'Arabie saoudite - pour la promotion d'un développement économique et social dans la région. Au cours d'une conférence tenue au terme de cette rencontre, Merwat Tellawi a indiqué que ce think-tank permettrait également de contrer les préjugés occidentaux tout en assurant la promotion de la culture des États membres. Il comprendrait des intellectuels et des spécialistes en stratégie, et compilerait dans un inventaire les meilleures réalisations de la région de la commission. Il sera basé à Beyrouth, au Liban.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

L'Iran multiplie les contacts diplomatiques pour réintégrer la communauté internationale

Référence : « Iran, Morocco review expansion of economic cooperation », IRNA, 6 janvier 2004. « Japanese FM : Tokyo determined to broaden ties with Tehran », IRNA, 6 janvier 2004. « Morocco calls for comprehensive ties with Iran », IRNA, 6 janvier 2004. « Japanese FM spokesman : Kawaguchi in Iran for talks on Bam quake », IRNA, 6 janvier 2004. « Syrian PM calls for a strategy on Iran-Syria cooperation », IRNA, 6 janvier 2004.

L'Iran multiplie les contacts diplomatiques, comme l'atteste une série de dépêches publiées par l'IRNA, l'agence de presse iranienne.

Le ministre du Commerce iranien, Mohammad Chariatmadari, en visite au Maroc, a ainsi rencontré, mardi 6 janvier 2004, le ministre des Affaires étrangères marocain, Mohammed Benaissa, avec lequel il a discuté d'un renforcement de la coopération mutuelle entre les deux pays. Cette rencontre s'est tenue en marge de la Commission économique conjointe de l'Iran et du Maroc, qui se déroulait à Rabat.

Mohammad Chariatmadari a déploré que les échanges entre États musulmans

ne constituent que 9 % de l'ensemble de leur commerce international, les 91 % restants étant réalisés avec des États non-islamiques. Mohammed Benaïssa a répondu que ce retard s'explique par le manque d'accords et de volonté politique au sein des pays musulmans.

Le ministre iranien a ensuite rencontré séparément quatre ministres marocains, qui ont appelé à un renforcement de la coopération économique, industrielle, énergétique et dans le domaine des transports.

L'Iran a également renforcé ses liens avec le Japon, dont la ministre des Affaires étrangères, Yoriko Kawaguchi, était en visite à Téhéran, mardi 6 janvier. Elle a notamment rencontré le speaker de la chambre, Mehdi Karroubi, avec lequel elle a évoqué la coopération entre Téhéran et Tokyo, qu'elle souhaite renforcer. La ministre a salué la décision de Téhéran de signer le protocole additionnel du Traité de non-prolifération. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a précisé que le Japon va continuer à aider l'Iran pour faire face aux conséquences du tremblement de terre meurtrier qui a frappé la république islamique. Il a ajouté que Yoriko Kawaguchi avait félicité son homologue iranien, Kamal Kharazzi, pour l'attribution du prix Nobel de la paix à une femme iranienne. Sur le dossier de l'exploitation des champs pétroliers d'Azadegan, elle a indiqué qu'aucune décision définitive n'était encore intervenue, avant d'ajouter que le Japon n'enverrait des troupes en Irak que dans un but humanitaire.

Selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères japonais, Tokyo considère qu'il est encore prématuré d'évoquer un éventuel transfert de technologies nucléaires pacifiques vers l'Iran, dans l'attente du rapport final de l'Agence internationale à l'énergie atomique sur le programme nucléaire iranien.

La Syrie a elle aussi réaffirmé sa volonté de coopérer avec l'Iran. En effet, le Premier ministre syrien, Najji Otri, a rencontré à Damas l'ambassadeur iranien, Mohammed-Reza Baqeri, mardi 6 janvier 2004, et a réaffirmé à cette occasion la nécessité pour les deux pays d'élaborer une stratégie afin de renforcer leur coopération mutuelle dans différents domaines. Le chef du gouvernement a indiqué espérer que la réunion prochaine de la Haute commission irano-syrienne faciliterait l'élaboration d'une telle stratégie dans un futur proche. Le ministre syrien des Finances, Mohammed al-Husseïn, avait récemment appelé à l'organisation d'une 6e réunion de cette commission bilatérale, qui est présidée par le premier vice-président iranien, Mohammed Reza Aref, et le Premier ministre syrien.